

158/2019 - 16 octobre 2019

17 octobre: journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

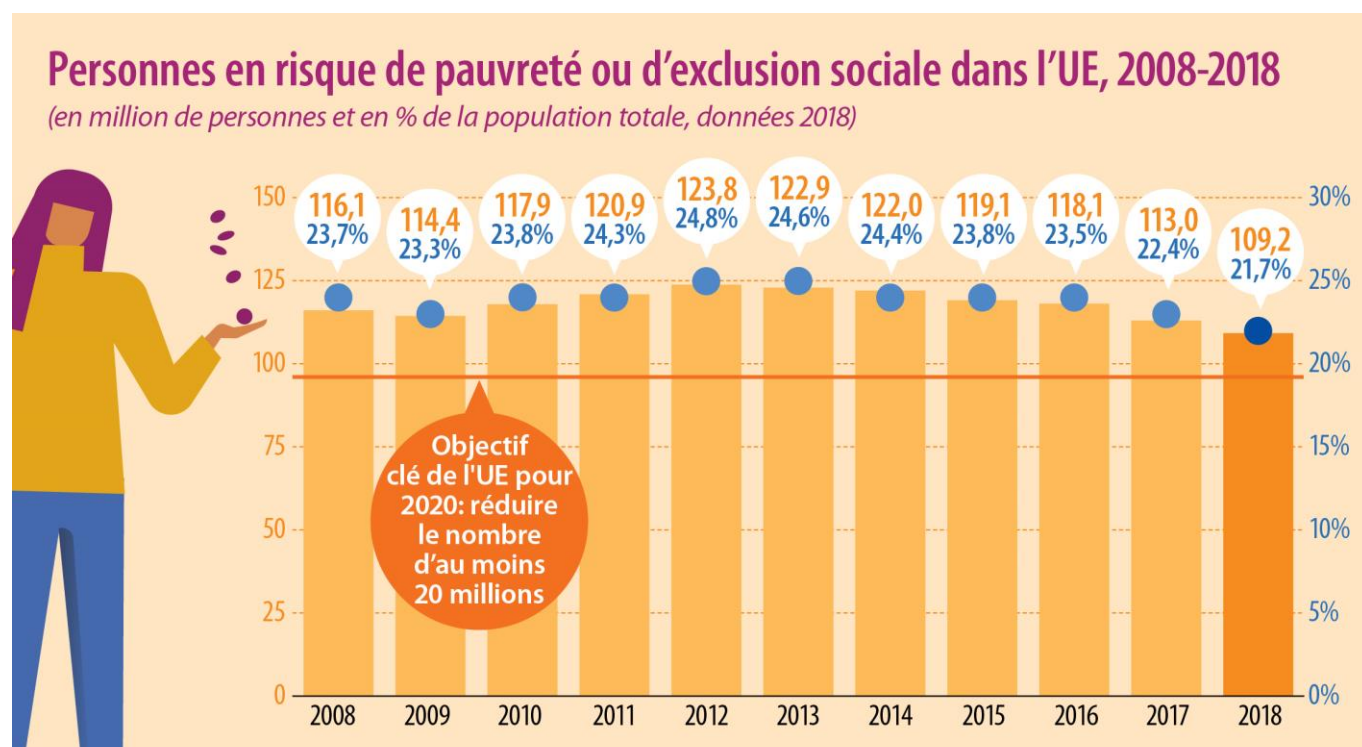
Tendance à la baisse pour la proportion de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE

Mais toujours environ 109 millions de personnes dans cette situation

En 2018, 109,2 millions de personnes, soit 21,7% de la population, dans l'**Union européenne** (UE) étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale. Cela signifie que ces personnes étaient affectées par au moins une des trois conditions suivantes: en risque de pauvreté après transferts sociaux (pauvreté monétaire), en situation de privation matérielle sévère ou vivant dans des ménages à très faible intensité de travail. Après trois années consécutives de hausses entre 2009 et 2012 pour atteindre près de 25%, la proportion de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'**UE** a depuis continuellement baissé pour s'établir à 21,7% l'an dernier, 2 points de pourcentage au-dessous du niveau de référence de 2008 et 0,7 point de pourcentage au-dessous du niveau de 2017.

Malgré cette baisse depuis le pic en 2012 (123,8 millions de personnes), seulement 8,2 millions de personnes (y compris la Croatie) ont été sorties du risque de pauvreté ou d'exclusion sociale par rapport au niveau de référence 2008 (116,1 millions hors Croatie). Ce nombre reste loin de l'objectif Europe 2020 de faire sortir 20 millions de personnes du risque de pauvreté ou d'exclusion sociale par rapport au niveau de référence. La réduction du nombre de personnes confrontées dans l'UE au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est l'un des objectifs clés de la stratégie Europe 2020.

Ces données sont publiées par **Eurostat**, l'**office statistique de l'Union européenne**, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Une [infographie](#) est également disponible sur le site web d'Eurostat.



Les données pour 2008 et 2009 ne comprennent pas la Croatie. Les données 2018 ont été estimées.

ec.europa.eu/eurostat 

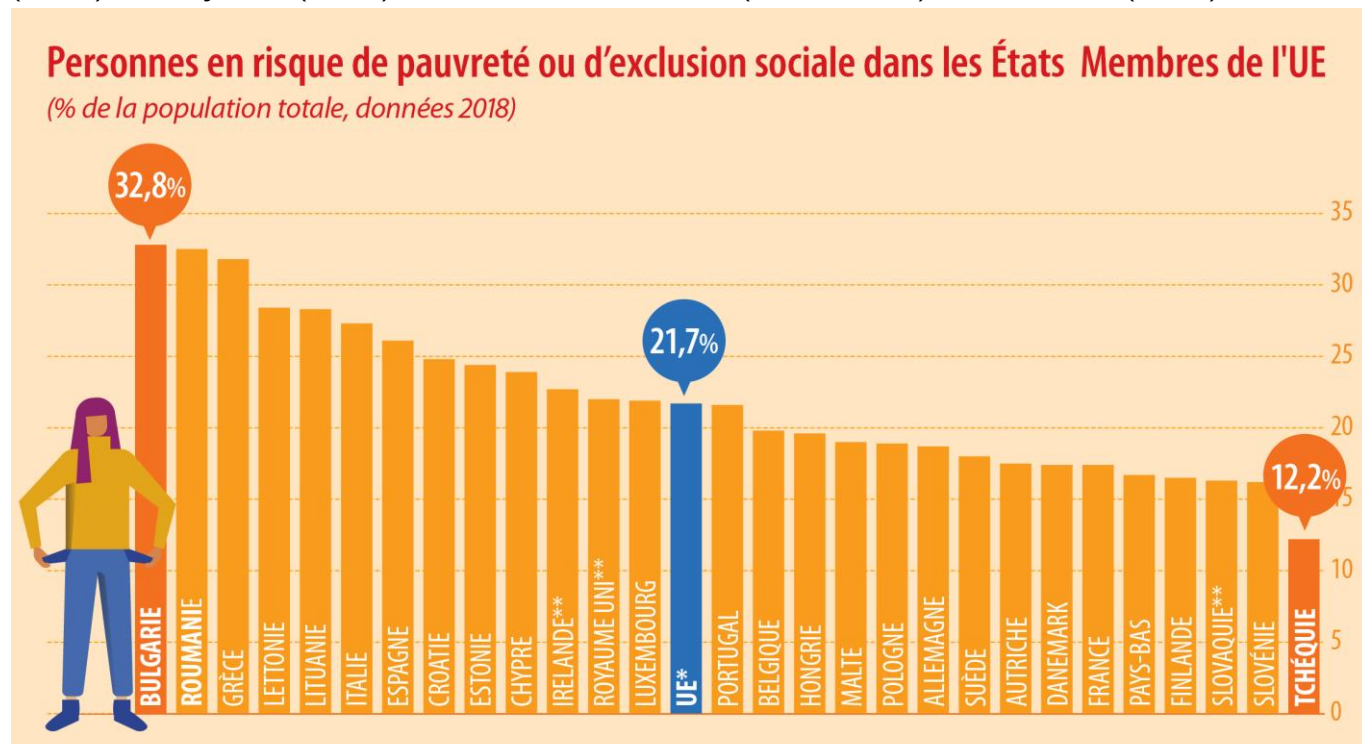
Les données sources sont consultables [ici](#).

ec.europa.eu/eurostat 

Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale le plus élevé en Bulgarie, le plus faible en Tchéquie

En 2018, plus d'un quart de la population était menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale dans sept États membres: en **Bulgarie** (32,8%), en **Roumanie** (32,5%), en **Grèce** (31,8%), en **Lettonie** (28,4%), en **Lituanie** (28,3%), en **Italie** (27,3%) et en **Espagne** (26,1%).

À l'autre extrémité de l'échelle, les taux les plus faibles de personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale ont été enregistrés en **Tchéquie** (12,2%), en **Slovénie** (16,2%), en **Slovaquie** (16,3%, données 2017), en **Finlande** (16,5%), aux **Pays-Bas** (16,7%), au **Danemark** et en **France** (17,4% chacun), et en **Autriche** (17,5%).



* Les données ont été estimées.
** Données 2017 au lieu de 2018.

ec.europa.eu/eurostat

Les données sources sont consultables [ici](#).

Plus forte baisse en Pologne, plus forte hausse en Luxembourg

En 2018, parmi les États membres pour lesquels les données sont disponibles, le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a augmenté depuis 2008 dans neuf États membres: au **Luxembourg** (de 15,5% en 2008 à 21,9% en 2018, soit +6,4 points de pourcentage), en **Grèce** (+3,7 pp), en **Estonie** (+2,6 pp), en **Espagne** (+2,3 pp), en **Italie** et aux **Pays-Bas** (+1,8 pp chacun), en **Suède** (+1,3 pp), au **Danemark** (+1,1 pp) et à **Chypre** (+0,6 pp).

À l'inverse, la baisse la plus marquée a été enregistrée en **Bulgarie** (de 44,8% à 32,8%, soit -12,0 pp), en **Roumanie** (-11,7 pp), et en **Pologne** (-11,6 pp), suivie de la **Hongrie** (-8,6 pp) et la **Lettonie** (-5,8 pp).

Environ 1 personne sur 6 menacée de pauvreté monétaire dans l'UE...

Si on analyse séparément chacun des trois éléments définissant le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, on constate que 16,9% de la population de l'UE en 2018 était en risque de pauvreté après prise en compte des transferts sociaux, c'est-à-dire que leur revenu disponible était en-dessous du seuil national de risque de pauvreté. Cette proportion de personnes menacées de pauvreté monétaire dans l'UE est stable par rapport à 2017 (16,9%) mais reste légèrement supérieure à son niveau de 2008 (16,6%). Comme les seuils de pauvreté reflètent la distribution des revenus dans les pays, ils varient considérablement selon les États membres et évoluent également dans le temps.

Parmi les États membres de l'UE, plus d'une personne sur cinq était menacée de pauvreté monétaire en **Roumanie** (23,5%), en **Lettonie** (23,3%), en **Lituanie** (22,9%), en **Bulgarie** (22,0%), en **Estonie** (21,9%), en **Espagne** (21,5%) et en **Italie** (20,3%). À l'inverse, les taux les plus faibles ont été observés en **Tchéquie** (9,6%), en **Finlande** (12,0%), en **Slovaquie** (12,4%, données 2017), au **Danemark** (12,7%), en **Hongrie** (12,8%), aux **Pays-Bas** et en **Slovénie** (13,3% chacun) et en **France** (13,4%). Par rapport à 2008, la proportion de personnes étant en risque de pauvreté monétaire a augmenté dans seize États membres, pour lesquels les données sont disponibles, et a diminué dans huit autres.

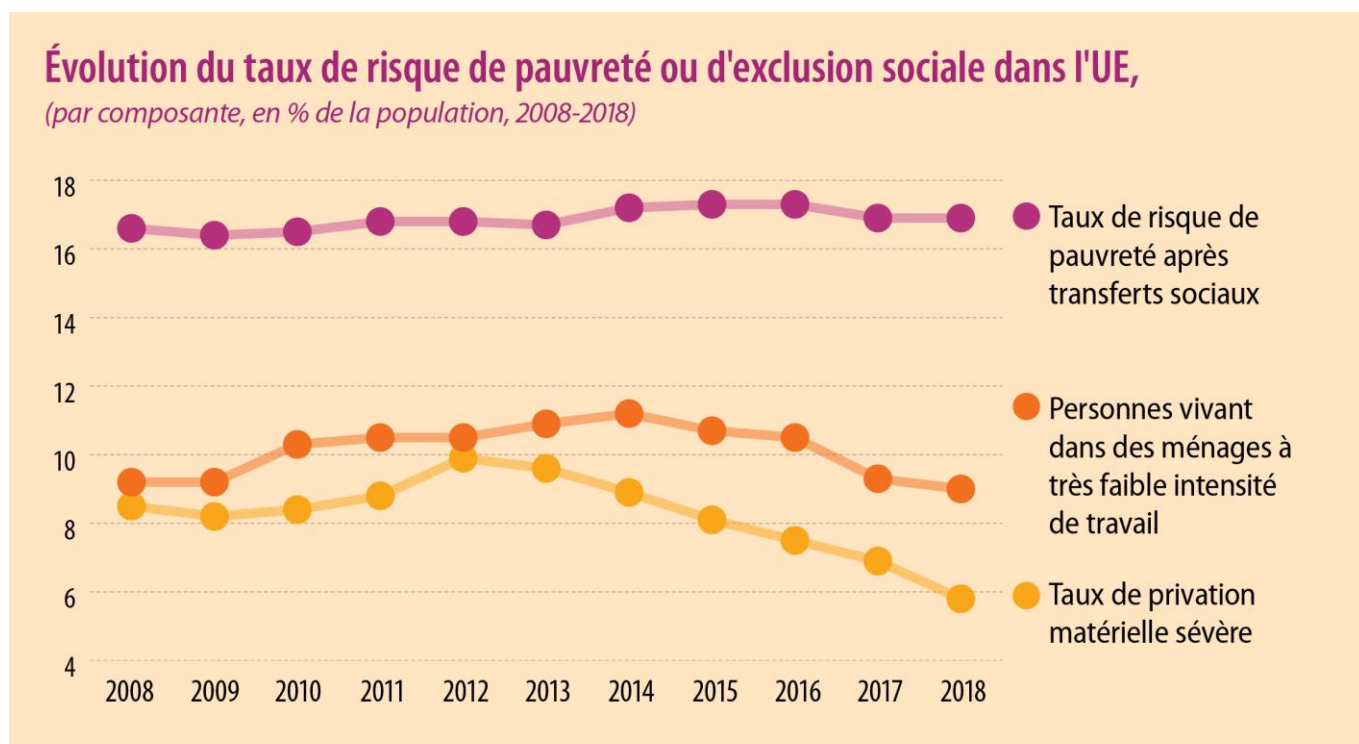
ec.europa.eu/eurostat

... 1 sur 17 en situation de privation matérielle sévère...

Dans l'UE en 2018, 5,8% de la population était en situation de privation matérielle sévère, ce qui signifie que leurs conditions de vie étaient limitées par un manque de ressources, comme par exemple le fait de ne pas être en mesure de régler leurs factures, de chauffer correctement leur logement ou de prendre une semaine de vacances en dehors de leur domicile. Cette proportion de personnes en situation de privation matérielle sévère dans l'UE a diminué par rapport à 2017 (6,6%) et à 2008 (8,5%). La proportion de personnes en situation de privation matérielle sévère en 2018 différait fortement selon les États membres, s'échelonnant entre 20,9% de la population en **Bulgarie**, 16,8% en **Roumanie** et (16,7% en **Grèce** et moins de 4% de la population au **Luxembourg** (1,3%), en **Suède** (1,6%), aux **Pays-Bas** (2,4%), en **Tchéquie**, en **Autriche** et en **Finlande** (2,8% chacun), à **Malte** (3,0%), en **Allemagne** (3,1 %), au **Danemark** (3,4%) ainsi qu'en **Slovénie** (3,7%) et en **Estonie** (3,8%). Par rapport à 2008, la proportion de personnes en situation de privation matérielle sévère a augmenté dans sept États membres, pour lesquels les données sont disponibles, et a diminué dans dix-sept autres.

...et 1 sur 11 vit dans un ménage à très faible intensité de travail

Concernant l'indicateur de faible intensité de travail, 9,0% de la population âgée de 0 à 59 ans dans l'UE vivait dans des ménages où les adultes avaient utilisé moins de 20% de leur potentiel total de travail au cours de l'année précédente. Cette proportion a baissé par rapport à 2017 (9,5%) et est également plus basse que le niveau de 2008 (9,2%). L'**Irlande** (16,2%, données de 2017), la **Grèce** (14,6%), la **Belgique** (12,1%), l'**Italie** (11,3%), la **Croatie** (11,2%), le **Danemark** (11,1%), la **Finlande** (10,8%) et l'**Espagne** (10,7%) affichaient les plus fortes proportions de personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail, alors que la **Tchéquie** (4,5%), l'**Estonie** (5,2%), la **Slovénie** (5,4%), la **Slovaquie** (5,4%, données de 2017), **Malte** (5,5%), la **Pologne** (5,6%) et la **Hongrie** (5,7%) avaient les plus faibles taux. Par rapport à 2008, la proportion de personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages à très faible intensité de travail a augmenté dans quatorze États membres, pour lesquels les données sont disponibles, et a baissé dans dix autres.



Les données pour 2008 et 2009 ne comprennent pas la Croatie. Les données 2018 ont été estimées.

ec.europa.eu/eurostat

Les données sources sont consultables [ici](#) (risque de pauvreté après transferts sociaux), [ici](#) (faible intensité de travail) et [ici](#) (privation matérielle sévère).

Le nombre total de personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est inférieur à la somme des personnes comptabilisées dans chacune des trois formes de pauvreté ou d'exclusion sociale, car certaines personnes sont affectées simultanément par plus d'une de ces formes.

Informations géographiques

L'**Union européenne** (UE) comprend la Belgique, la Bulgarie, la Tchéquie, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Pour 2008 et 2009, les données de l'agrégat UE ne comprennent pas la Croatie.

Méthodes et définitions

Les données sur le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale présentées dans ce communiqué de presse sont basées sur les statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC). L'**enquête EU-SILC** est la source de référence de l'UE pour les statistiques comparatives sur la distribution des revenus, la pauvreté et les conditions de vie. De plus amples informations peuvent être consultées [ici](#).

La population de référence comprend l'ensemble des ménages privés et de leurs membres actuels résidant sur le territoire d'un État membre donné à la date de la collecte des données. De façon générale, sont exclues de la population cible les personnes vivant dans des ménages collectifs et dans des institutions, ainsi que celles vivant dans des zones réduites et éloignées du territoire national ne représentant pas plus de 2% de la population nationale.

Les **personnes en risque de pauvreté** sont celles vivant dans un ménage disposant d'un revenu disponible équivalent-adulte inférieur au seuil de pauvreté qui est fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national (après transferts sociaux). Le revenu équivalent-adulte est calculé en divisant le revenu total du ménage par sa taille, déterminée par l'application des pondérations suivantes: 1,0 au premier adulte, 0,5 aux autres membres du ménage âgés de 14 ans ou plus et 0,3 à chaque membre du ménage âgé de moins de 14 ans.

Les **personnes en situation de privation matérielle sévère** ont des conditions de vie limitées par un manque de ressources et sont confrontées à la privation d'au moins 4 des 9 éléments suivants. Ils ne sont pas en mesure de: 1) payer un loyer, un prêt immobilier ou des factures courantes à temps, 2) chauffer correctement leur domicile, 3) faire face à des dépenses imprévues, 4) consommer de la viande, du poisson ou un équivalent de protéines tous les deux jours, 5) s'offrir une semaine de vacances en dehors de leur domicile, 6) posséder une voiture personnelle, 7) un lave-linge, 8) un téléviseur couleur, ou 9) un téléphone (y compris un téléphone portable).

Les **personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail** sont les personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages dans lesquels les adultes (âgés entre 18 et 59 ans) ont utilisé en moyenne moins de 20% de leur potentiel total de travail au cours de l'année passée. Les étudiants sont exclus.

Le nombre total de **personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale** est inférieur à la somme des personnes comptabilisées dans chacune des trois formes de pauvreté ou d'exclusion sociale, car certaines personnes sont affectées simultanément par plus d'une de ces formes.

Comparabilité dans le temps: Certains pays ont mis en œuvre des modifications statistiques au cours de la période considérée. Par conséquent, la prudence est recommandée lors de l'interprétation du développement de la pauvreté au fil du temps.

Plus d'informations

[Section du site web](#) d'Eurostat consacrée aux statistiques sur le revenu, l'inclusion sociale et les conditions de vie.

[Base de données](#) d'Eurostat sur le revenu et les conditions de vie.

[Infographie interactive](#) d'Eurostat sur le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE.

Site web de la Commission européenne dédié à la [Stratégie Europe 2020](#).

Issued by: **Eurostat Press Office**

Natalia PETROVOVA
Tel: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Production des données:

Barbara MOENCH
Tel: +352-4301-32 862
barbara.moench@ec.europa.eu

 [EurostatStatistics](#)

 ec.europa.eu/eurostat

 [@EU Eurostat](#)

 **Media requests:** Eurostat media support / Tel: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

Personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE, 2008 et 2018

	en % de la population totale		en milliers	
	2008	2018	2008	2018
UE*	23,7	21,7	116 070	109 160
Belgique	20,8	19,8	2 194	2 250
Bulgarie	44,8	32,8	3 421	2 315
Tchéquie	15,3	12,2	1 566	1 264
Danemark	16,3	17,4	887	997
Allemagne	20,1	18,7	16 345	15 253
Estonie	21,8	24,4	291	318
Irlande**	23,7	22,7	1 050	1 088
Grèce	28,1	31,8	3 046	3 349
Espagne	23,8	26,1	10 786	12 047
France	18,5	17,4	11 150	11 045
Croatie	:	24,8	:	1 008
Italie	25,5	27,3	15 082	16 441
Chypre	23,3	23,9	181	206
Lettonie	34,2	28,4	740	543
Lituanie	28,3	28,3	910	794
Luxembourg	15,5	21,9	72	126
Hongrie	28,2	19,6	2 794	1 887
Malte	20,1	19,0	81	89
Pays-Bas	14,9	16,7	2 432	2 833
Autriche	20,6	17,5	1 699	1 512
Pologne	30,5	18,9	11 491	6 976
Portugal	26,0	21,6	2 757	2 223
Roumanie	44,2	32,5	9 115	6 360
Slovénie	18,5	16,2	361	326
Slovaquie**	20,6	16,3	1 111	856
Finlande	17,4	16,5	910	894
Suède	16,7	18,0	1 528	1 822
Royaume-Uni**	23,2	22,0	14 069	14 325
Islande***	11,8	12,2	36	40
Norvège	15,0	16,2	701	860
Suisse	18,1	17,4	1 333	1 453

Données arrondies au millier le plus proche : Données non disponibles

* Les données 2008 ne comprennent pas la Croatie. Les données 2018 ont été estimées.

** Données 2017 au lieu de 2018

*** Données 2016 au lieu de 2018

Les données sources sont consultables [ici](#).

Composantes du taux de pauvreté et d'exclusion sociale dans l'UE, 2008 et 2018

	Risque de pauvreté après transferts sociaux (%)		Personnes en situation de privation matérielle sévère (%)		Personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages à très faible intensité de travail (%)	
	2008	2018	2008	2018	2008	2018
UE*	16,6	16,9	8,5	5,8	9,2	9,0
Belgique	14,7	16,4	5,6	4,9	11,7	12,1
Bulgarie	21,4	22,0	41,2	20,9	8,1	9,0
Tchéquie	9,0	9,6	6,8	2,8	7,2	4,5
Danemark	11,8	12,7	2,0	3,4	8,5	11,1
Allemagne	15,2	16,0	5,5	3,1	11,7	8,1
Estonie	19,5	21,9	4,9	3,8	5,3	5,2
Irlande***	15,5	15,6	5,5	5,2	13,7	16,2
Grèce	20,1	18,5	11,2	16,7	7,5	14,6
Espagne	19,8	21,5	3,6	5,4	6,6	10,7
France	12,5	13,4	5,4	4,7	8,8	8,0
Croatie	:	19,3	:	8,6	:	11,2
Italie	18,9	20,3	7,5	8,5	10,4	11,3
Chypre	15,9	15,4	9,1	10,2	4,5	8,6
Lettonie	25,9	23,3	19,3	9,5	5,4	7,6
Lituanie	20,9	22,9	12,5	11,1	6,1	9,0
Luxembourg	13,4	18,3	0,7	1,3	4,7	8,3
Hongrie	12,4	12,8	17,9	10,1	12,0	5,7
Malte	15,3	16,8	4,3	3,0	8,6	5,5
Pays-Bas	10,5	13,3	1,5	2,4	8,2	8,6
Autriche	15,2	14,3	5,9	2,8	7,4	7,3
Pologne	16,9	14,8	17,7	4,7	8,0	5,6
Portugal	18,5	17,3	9,7	6,0	6,3	7,2
Roumanie	23,6	23,5	32,7	16,8	8,5	7,4
Slovénie	12,3	13,3	6,7	3,7	6,7	5,4
Slovaquie***	10,9	12,4	11,8	7,0	5,2	5,4
Finlande	13,6	12,0	3,5	2,8	7,5	10,8
Suède	13,5	16,4	1,8	1,6	7,0	9,1
Royaume-Uni**	18,7	17,0	4,5	4,6 ^p	10,4	10,1
Islande****	10,1	8,8	0,8	1,9	2,6	4,3
Norvège	11,4	12,9	2,0	2,1	6,5	9,2
Suisse	15,7	14,6	2,1	2,1	3,3	6,1

: Données non disponibles

p Données provisoires

* Les données 2008 ne comprennent pas la Croatie. Les données 2018 ont été estimées.

** Données 2017 au lieu de 2018 pour le risque de pauvreté et la faible intensité de travail

*** Données 2017 au lieu de 2018

**** Données 2016 au lieu de 2018

Les données sources sont consultables [ici](#) (risque de pauvreté après transferts sociaux), [ici](#) (privation matérielle sévère) et [ici](#) (faible intensité de travail).

Seuils de risque de pauvreté dans l'UE, 2008 et 2018

(en monnaie nationale)

	Devise	Revenu disponible équivalent médian national annuel (après transferts sociaux)		Seuil annuel de risque de pauvreté monétaire			
				Adulte seul		Deux adultes avec deux enfants de moins de 14 ans	
		2008	2018	2008	2018	2008	2018
Belgique	euro	17 985	23 744	10 791	14 246	22 661	29 918
Bulgarie	BGN	4 247	7 022	2 548	4 213	5 351	8 848
Tchéquie	CZK	168 472	239 258	101 083	143 555	212 275	301 465
Danemark	DKK	180 015	223 930	108 009	134 358	226 819	282 151
Allemagne	euro	18 309	22 713	10 986	13 628	23 070	28 618
Estonie	euro	5 547	10 524	3 328	6 314	6 989	13 260
Irlande*	euro	22 995	22 879	13 797	13 727	28 973	28 827
Grèce	euro	10 800	7 863	6 480	4 718	13 608	9 908
Espagne	euro	13 966	14 785	8 379	8 871	17 597	18 629
France	euro	18 899	22 220	11 340	13 332	23 813	27 997
Croatie	HRK	:	49 700	:	29 820	:	62 622
Italie	euro	15 640	16 844	9 384	10 106	19 706	21 223
Chypre	euro	16 024	15 336	9 614	9 202	20 190	19 323
Lettonie	euro	4 740	7 333	2 844	4 400	5 972	9 240
Lituanie	euro	4 111	6 895	2 467	4 137	5 180	8 688
Luxembourg	euro	30 917	40 270	18 550	24 162	38 955	50 740
Hongrie	HUF	1 105 926	1 677 081	663 556	1 006 249	1 393 467	2 113 122
Malte	euro	10 009	14 781	6 005	8 868	12 611	18 624
Pays-Bas	euro	19 522	24 016	11 713	14 410	24 598	30 260
Autriche	euro	19 413	25 176	11 648	15 105	24 461	31 721
Pologne	PLN	15 720	27 984	9 432	16 790	19 807	35 260
Portugal	euro	8 143	9 346	4 886	5 607	10 260	11 776
Roumanie	RON	6 510	15 004	3 906	9 002	8 203	18 905
Slovénie	euro	10 893	13 244	6 536	7 946	13 725	16 687
Slovaquie*	euro	4 792	7 183	2 875	4 310	6 038	9 051
Finlande	euro	19 794	24 544	11 876	14 727	24 940	30 926
Suède	SEK	187 007	246 077	112 204	147 646	235 629	310 057
Royaume-Uni*	GBP	15 068	18 406	9 041	11 044	18 986	23 192
Islande**	ISK	2 822 193	4 153 964	1 693 316	2 492 379	3 555 963	5 233 995
Norvège	NOK	254 905	367 841	152 855	220 704	320 996	463 479
Suisse	CHF	44 332	47 817	26 599	28 690	55 858	60 250

: Données non disponibles

* Données 2017 au lieu de 2018

* Données 2016 au lieu de 2018

Les données sources sont disponibles [ici](#) (revenue) et [ici](#) (seuil).

Le **taux de risque de pauvreté** est défini comme la part des personnes dont le revenu total du ménage disponible (après transferts sociaux, impôts et autres déductions) pour les dépenses ou l'épargne est inférieur au **seuil de risque de pauvreté monétaire**, fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national après transferts sociaux. Il ne s'agit pas d'un indicateur de richesse ou de pauvreté absolue, mais il offre un point de comparaison des bas revenus par rapport aux revenus des autres habitants d'un pays donné.

Le seuil dépend de la distribution des revenus dans un pays pour une année donnée et varie avec la composition du ménage. Il est donc important de noter que le taux de risque de pauvreté monétaire est une **mesure relative de la pauvreté** et que le seuil varie considérablement d'un État membre à l'autre. Il évolue également dans le temps puisqu'il suit l'évolution du revenu disponible médian national: dans un certain nombre d'États membres, ce seuil a diminué sur la période 2008-2018 (Grèce et Chypre) ou est resté quasiment stable (Espagne et Italie).